

---

## ANNEXE 2: LES EXIGENCES D'ENREGISTREMENT

---

### 1. Introduction

Cette annexe décrit les renseignements qui seront pris en compte par Viapass pour l'évaluation des exigences auxquelles doit satisfaire le candidat prestataire de services en vue de son enregistrement.

Un candidat prestataire de services peut, le cas échéant, faire valoir la capacité d'autres entités, si ces entités sont liées au prestataire de services au sens de l'article 11 du Code belge des Sociétés. Dans ce cas, il doit prouver qu'il disposera des moyens nécessaires à l'exécution de la tâche, en présentant la preuve de l'obligation de ces entités de mettre à disposition du prestataire de services lesdits moyens, conformément au modèle repris ci-dessous :

*L'entreprise [dénomination de l'entité liée], ayant son siège social à [lieu], représentée par [nom et fonction du représentant], s'engage, pour toute la durée de la prestation de services, à mettre à disposition de [dénomination candidat prestataire de services] les moyens nécessaires à la prestation de ces services concernant [introduire les exigences d'enregistrement et l'aspect pour lesquels le candidat fait valoir la capacité d'une entité liée], pour autant que [dénomination candidat prestataire de services] soit enregistré.*

*[nom et signature]*

*[date]*

### 2. Exigences d'enregistrement

#### a. Détenir une certification EN ISO 9001 ou une reconnaissance équivalente

Le candidat prestataire de services présente sa certification EN ISO 9001 ou une reconnaissance équivalente.

#### b. Prouver qu'il dispose des équipements techniques et de la déclaration CE ou d'un certificat attestant la conformité des constituants d'interopérabilité comme prévu à l'annexe IV, point 1, de la décision 2009/750/EG de la Commission Européenne

Le candidat prestataire de services présente les documents attestant qu'il dispose des équipements techniques nécessaires, notamment:

- des dispositifs d'enregistrement électronique ("On Board Units" ou "OBUs"), éventuellement combinés à un proxy, qui supportent les technologies suivantes:
  - GNSS (GPS, Glonass, Galileo, EGNOS);
  - DSRC;

- communication sans fil, sans intervention du conducteur, munie des fonctions nécessaires du candidat prestataire de services, comme la transmission des déclarations des kilomètres et la mise à jour du tarif;  
et dont l'interface DSRC satisfait à ISO 12813:2009 et ISO 13141:2010; et
- un backoffice, dont l'interface vers [le perceuteur de péages] satisfait à ISO 12855:2012; et
- si le candidat prestataire de services utilise le système *Location Augmentation Communication* selon ISO 13141:2010 : des LAC beacons dont l'interface DSRC satisfait à ISO 14131 :2010.

Le candidat prestataire de services présente également sa déclaration CE de conformité des constituants d'interopérabilité, comme prévu à l'annexe IV, point 1, de la décision 2009/750/EG de la commission européenne.

**c. Justifier des compétences en matière de prestation de services de télépéage ou dans les domaines concernés**

Dans sa demande d'enregistrement, un candidat prestataire de services doit justifier que sa compétence technique suffit à l'exécution de ses tâches en tant que prestataire de services sur base de la déclaration du secteur à péage. Pour ce faire, il doit satisfaire à des exigences minimales de prestation de services pour les projets qu'il a déjà exécutés, et prouver cela à l'aide de références pour les diverses catégories (OBU et Back office), elles-mêmes subdivisées en différentes sous-catégories. Ces exigences valent en tant qu'exigences minimales sans lesquelles le candidat prestataire de services ne peut pas être enregistré.

Dispositif d'enregistrement électronique ("On Board Unit" ou "OBU")

Au moins un projet de référence pour lequel un total de 20.000 OBU ont été mis, par le candidat prestataire de services, à disposition d'un système de tarification de la voirie fonctionnant au moins à l'aide de deux des trois technologies suivantes:

- Global Navigation Satellite System (GNSS)
- CEN TC 278 Dedicated Short Range Communication (DSRC)
- Télécommunication mobile (2G / 3G)

Back office

Au moins un projet de référence pour lequel un back office traitant au moins 20.000 comptes d'utilisateur a été livré par le candidat prestataire de services.

Au moins un projet de référence pour lequel un service de CRM ("Customer Relationship Management"), traitant chaque année au moins 60.000 contacts CRM, a été presté par le candidat prestataire de services.

Au moins un projet de référence pour lequel un back office, envoyant au moins 240.000 factures par année, a été livré par le candidat prestataire de services.

L'exigence requise ci-dessus sera évaluée à l'aide de la fiche mentionnée ci-après ("Renseignements par projet de référence"):

Les renseignements par projet de référence consistent en (i) une fiche de projet signée et (ii) une note explicative.

### **Fiche de projet**

Par projet de référence mentionné, une fiche de projet de maximum 5 pages (note explicative exclue) doit être établie. La fiche de projet doit reprendre la structure suivante:

#### **1. Renseignements généraux**

- 1.1. Prestataire de services
- 1.2. Dénomination du projet
- 1.3. Description du projet
- 1.4. Maître de l'ouvrage
- 1.5. Lieu d'exécution
- 1.6. Relevé des éventuelles autres parties du groupement dans le projet de référence

#### **2. Délais**

- 2.1. Année de signature du contrat
- 2.2. Délai d'exécution
- 2.3. Date début d'exécution

#### **3. Financier**

- 3.1. Montant du projet approuvé (hors TVA)
- 3.2. Participation du candidat prestataire de services dans le projet (% du montant total) (si applicable)

#### **4. Exécution**

- 4.1 Description de l'exécution
- 4.2. Nature et ampleur de la partie du projet de référence réalisée par le candidat prestataire de services
- 4.3. Description et organisation du système de gestion de projet (si applicable)
- 4.4. Personne de contact du maître de l'ouvrage
- 4.5 Liste des cadres encore en service et pouvant être mobilisés pour le projet, avec le relevé de leur fonction actuelle au sein de l'entreprise

### **Note explicative par projet de référence**

*Note explicative supplémentaire, avec une référence aux exigences minimales pour lesquelles la référence est applicable, de maximum 2 pages par exigence minimale, dans laquelle le candidat prestataire de services explique concrètement (i) pourquoi et comment le projet de référence qu'il a mentionné est effectivement représentatif et pertinent quant à la mise en œuvre de la prestation de services et (ii) en quoi le rôle directeur du prestataire de services (ou l'entité liée dont le prestataire fait valoir l'expérience) consistait pour ce projet de référence.*

Il est possible de ne présenter qu'un seul projet de référence pour satisfaire aux exigences minimales de plusieurs sous-catégories. Le candidat prestataire de services doit alors systématiquement indiquer pour quelle sous-catégorie ledit projet de référence est présenté.

Pour le bon ordre il est précisé que pour être qualifiée de référence pertinente, le candidat prestataire de services (ou l'entité liée dont le prestataire de services fait valoir l'expérience) doit prouver avoir effectivement et substantiellement réalisé soi-même la référence présentée. Il ne suffit donc pas que le candidat prestataire de services concerné (ou l'entité liée dont il fait valoir l'expérience) ait été responsable d'une partie non-substantielle du projet de référence.

#### **d. Avoir la capacité financière appropriée**

Le candidat prestataire de services doit prouver une capacité financière suffisante.

Ci-après sont décrits les renseignements pris en compte pour l'évaluation de la capacité financière:

Le candidat prestataire de services (et le cas échéant l'entité liée à laquelle/les entités liées auxquelles il fait appel) prouve sa capacité financière à l'aide de l'information financière disponible suivante :

1. une copie des comptes annuels individuels et consolidés des derniers trois exercices clôturés, attestés par le commissaire ou par une personne équivalente.

Cette information par année comptable comporte au moins un bilan, un compte des résultats, un aperçu des flux de liquidités, une annexe aux comptes annuels, le rapport annuel et l'attestation du commissaire ou d'une personne équivalente.

Également une copie des chiffres intermédiaires individuels et consolidés les plus récents disponibles après les derniers comptes annuels approuvés.

2. si une ultime entreprise mère existe pour le candidat prestataire de services, une copie des comptes consolidés des derniers trois exercices clôturés de cette ultime entreprise mère, comme approuvés par le commissaire ou une personne équivalente.

L'information par année comptable comporte au moins le bilan, le compte des résultats, un aperçu des flux de liquidités, une annexe aux comptes annuels, le rapport annuel et l'attestation du commissaire ou d'une personne équivalente.

Également une copie des chiffres intermédiaires individuels et consolidés les plus récents disponibles après les derniers comptes annuels approuvés.

3. si pour un ou plusieurs des derniers trois exercices clôturés, les comptes annuels (individuels et/ou consolidés) attestés par le commissaire ou une personne équivalente ne sont pas disponibles, une copie des comptes annuels (individuels et/ou consolidés) pro forma accompagnée d'une note explicative expliquant pourquoi seulement les comptes annuels pro forma peuvent être présentés.

Cette information par année comptable comporte au moins le bilan, le compte des résultats, un aperçu des flux de liquidités et une annexe aux comptes annuels.

4. un aperçu des obligations n'ayant pas été reprises dans le bilan mais qui nécessiteraient selon Belgian GAAP une explication dans les comptes annuels, accompagné d'une appréciation de leur impact financier potentiel.
5. un aperçu des litiges importants en instance et résolus au cours des 3 dernières années, ainsi que l'appréciation de leur impact financier (potentiel) pour autant que cela concerne un montant supérieur à 1 million d'euros.
6. toute autre information actuelle permettant une meilleure estimation de la solvabilité actuelle du candidat prestataire de services, les cas échéant l'entité liée/les entités liées dont il fait valoir l'expérience et l'ultime entreprise mère (si applicable). Cette information comporte entre autres un aperçu des faits pertinents après la date de clôture des comptes.

La solvabilité et la qualité de crédit du candidat prestataire de services (et le cas échéant l'entité liée à laquelle/les entités liées auxquelles il fait appel) seront évaluées entre autres, mais pas exclusivement, sur base des éléments suivants :

1. le capital de garantie, notamment les fonds propres ("capital" au sens du droit des sociétés) et les prêts d'actionnaire subordonnés ("quasi-capital");
2. la composition du capital de garantie
3. le capital emprunté;
4. le ratio capital de garantie total/capital emprunté total;
5. l'actif net;
6. obligations hors bilan et litiges en instance;
7. le chiffre d'affaires annuel moyen des derniers deux exercices en proportion des coûts d'investissement et opérationnels estimés pour la prestation de services souhaitée;
8. le résultat pour les intérêts, les impôts, les amortissements et les moins-values (EBITDA);
9. les flux de liquidités opérationnels;
10. le résultat pour les intérêts et les impôts (EBIT);
11. la proportion des dettes (nettes) divisées par EBITDA;
12. d'autres ratios financiers pertinents.

De plus, le candidat prestataire de services fournira une déclaration d'intention d'un établissement de crédit reconnu, considéré comme solvable par Viapass, ce qui est de toute façon le cas pour un établissement de crédit disposant au moins d'un rating A selon Standard & Poor's ou d'un rating A2 selon Moody's (ou un rating équivalent), duquel ressort que le candidat prestataire de services, s'il est enregistré et accepté, recevra une garantie bancaire pour le montant exigé dans la déclaration du secteur à péage.

**e. Mettre en œuvre et tenir à jour un plan de gestion globale des risques soumis à un audit tous les deux ans au moins**

Le candidat prestataire de services présentera un plan de gestion globale des risques, ainsi qu'une déclaration dans laquelle il s'engage à présenter (une mise à jour d') un plan de gestion globale des risques au moins tous les deux ans pour soumission à un audit, dans lequel, spécifiquement mais pas exclusivement, les risques identifiés par le (candidat) prestataire de services et les mesures qu'il prend pour faire face aux risques identifiés sont décrits en détail. Le (candidat) prestataire de services doit au moins décrire les risques suivants:

- Interruption des activités (par exemple suite à des manquements dans la chaîne de traitement des informations);
- Risques de liquidités ou de cash flow ;
- Ralentissement de la croissance économique;
- Augmentation de la concurrence;
- Dommage concernant la réputation;
- Incapacité d'atteindre le secteur à péage entier ou de maintenir cette portée;
- Difficultés quant à l'accomplissement de certains KPI's;
- Responsabilité civile;
- Modifications de la réglementation/de la législation;
- OBU ne fonctionnant pas (avec précision);
- L'indisponibilité des systèmes back office (redondance des systèmes, business continuity, disaster recovery)
- Cyberattacks;
- Fraude;
- Discontinuité
- ...

Le candidat prestataire de service apporte en outre la preuve des assurances contractées avec couverture suffisante pour tous les risques opérationnels, ainsi qu'une assurance responsabilité professionnelle, et présente la preuve, datant de moins d'un mois, du paiement des primes d'assurances.

#### **f. Jouir d'une bonne réputation**

Le candidat prestataire de services fera une déclaration attestant que lui et, le cas échéant, l'entité liée à laquelle/les entités liées auxquelles il fait appel, ne se trouvent pas dans une des situations suivantes:

1. par décision judiciaire ayant force de chose jugée avoir été condamné pour: participation à une organisation criminelle telle que définie à l'article 324bis du Code pénal; corruption telle que définie aux articles 246 et 250 du Code pénal; fraude au sens de l'article 1<sup>er</sup> de la convention relative à la protection de intérêts financiers des communautés européennes, approuvée par la loi du 17 février 2002; blanchiment de capitaux tel que défini à l'article 5 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme; ou se trouver dans une situation analogue résultant de délits de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ;

En vue de l'application de l'obligation susmentionnée, Viapass peut, si elle a des doutes concernant la situation personnelle du prestataire de services (ou l'entité liée à laquelle/les entités liées auxquelles il fait appel) demander aux autorités nationales ou étrangères compétentes les renseignements qu'elle juge nécessaires.

2. qui est en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales;
3. a fait l'aveu de sa faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire en instance, ou fait l'objet d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales
4. par une décision judiciaire ayant force de chose jugée avoir été condamné pour un délit affectant sa moralité professionnelle
5. avoir commis une faute grave dans l'exercice professionnel
6. ne pas être en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses cotisations de sécurité sociale selon la législation belge, conformément aux dispositions de l'article 62 de l'AR du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, MB 9 août 2011, ou selon la réglementation du pays dans lequel il est établi;
7. ne pas être en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses impôts et taxes selon la législation belge, conformément aux dispositions de l'article 63 de l'AR du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, MB 9 août 2011, ou selon la réglementation du pays dans lequel il est établi;
8. s'est rendu gravement coupable de fausses déclarations en fournissant des renseignements par lesquels le candidat prestataire de services doit prouver sa bonne réputation selon ce paragraphe f.

Viapass se réserve le droit, concernant les prestataires de services belges, d'accéder à l'attestation "dettes fiscale" du SPF Finances par des moyens électroniques, afin de vérifier que le candidat prestataire de services (et le cas échéant l'entité liée à laquelle/les entités liées auxquelles il fait appel) satisfait à ses obligations fiscales (cfr. article 63, § 2, dernier alinéa AR du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, MB 9 août 2011).

L'évaluation visant à savoir si le candidat prestataire de services (en le cas échéant l'entité liée à laquelle/les entités liées auxquelles il fait appel) jouit d'une bonne réputation, s'effectuera en premier lieu sur base de preuves présentées mentionnées ci-après, qui – hormis justification motivée se basant sur des circonstances ou des éléments ne pouvant pas être imputés au candidat prestataire de services (ou le cas échéant l'entité liée à laquelle/les entités liées auxquelles il fait appel) -, ne peuvent pas dater de plus de trois mois précédant la demande d'enregistrement:

- (a) pour 1°, 2°, 3° ou 4°: un extrait du casier judiciaire ou un document équivalent émanant d'une instance judiciaire ou publique du pays d'origine et duquel ressort que les critères concernés ne sont pas d'application ;
- (b) pour 6° ou 7°: une attestation émanant de l'autorité compétente du pays concerné.

L'évaluation visant à savoir si le candidat prestataire de services (ou le cas échéant l'entité liée à laquelle/les entités liées auxquelles il fait appel) jouit d'une bonne réputation, s'effectuera, pour 5° et 8°, sur base de toute information dont Viapass dispose.

Lorsqu'un document ou une attestation n'est pas décerné(e) par le pays concerné ou ne peut pas être obtenu(e) à temps, celui(elle)-ci peut être remplacé(e), nonobstant la justification motivée mentionnée ci-dessus, par une déclaration sous serment ou une déclaration solennelle du candidat prestataire de services près une autorité judiciaire ou publique, un notaire ou une organisation professionnelle compétente du pays d'origine.

\*\*\*